



Institut de Recherches sur les Fruits et Agrumes

6, rue du Général Clergerie - 75116 Paris - France
Téléphone : (1) 45.53.16.92 - Télex : 610992 F

COMPTE RENDU DE MISSION

AU CAMEROUN - CONGO ET GHANA

du 20 novembre 1989
au 10 décembre 1989

C. PICASSO

Chargé de Mission Agronomie
Direction du Développement

**COMPTE RENDU DE MISSION AU
CAMEROUN - CONGO ET GHANA**

du 20 novembre 1989

au 10 décembre 1989

C. PICASSO

Chargé de mission "Agronomie"
Direction du Développement

CALENDRIER DE LA MISSION

- 20 /11 : voyage Paris - Douala
- 21 /11 : Prise de contact avec les chercheurs de Nyombé;
présentation du dispositif au Cameroun par M.
Lassoudière
- 22/11 : visite SPNP (Mrs Fouré, Moreau) et vergers de Nyombé
(M. Dumot)
- 23/11 : visite vergers de Foubot et retour par Dschang
(M. Dumot)
- 24/11 : voyage Nyombé - Garoua
- 25/11 : entretiens avec Mrs Hamasselbé, Vallée et Sizaret
- 26/11 : visite de Kismatari (M. Sizaret);
voyage Garoua - Yaoundé
- 27/11 : visite de Kolbisson; entretiens avec Mrs Rey, Ayuk-
Takem, Ngalani et Messenger
- 28/11 : entretiens avec Mrs Tranquilli (CCE), Marset
(directeur CCCE), Messenger et Rey
- 29/11 : entretiens avec le chef de mission (M. Boulogne);
voyage Yaoundé - Douala;
visite des essais d'Ekona et parcours rapide de la
plantation Del monte
- 30/11 : entretiens avec Mrs Jenny, Fouré sur leurs programmes;
entretien avec M. Foyet;
discussion sur le développement et la valorisation à
l'IRFA
- 01/12 : visite de l' OCB; entretien avec M. Mallessard;
voyage Nyombé - Douala - Brazza
- 02 au 03/12 : Entretien avec le directeur d'Agricongo
(M. Brochier)
- 04/12 : visite de Kombé et du PK 45
- 05/12 : voyage Brazzaville - Accra
- 06/12 : entretien avec l'adjoint au Ministre de l'agriculture
(M. Ibrahim Adam);
visite de Farmex (M. Ali Traboulsi)
- 07/12 : visite de Koranco farms (M. Koranteng);
entretien avec le GEPC (Mlle Quacoe, M. Owosu
Sekyere);
entretien avec le porte parole du gouvernement (Mme
Valéry Saké)

- 08/12 : entretien avec M. Huguenot (IRHO, directeur GOPDC);
entretien avec l'adjoint au conseiller culturel de
l'ambassade de France (M. Delevoie Frank);
entretien avec le responsable des projets de la CCCE
(M. Marodon);
entretien avec le représentant régional adjoint de la
FAO (M. N.Doumandji);
entretien avec M. Safo (directeur de Combined Farmers)
- 09/12 : entretien avec l'attaché commercial de l'ambassade de
France (M. L'Hélias)
- 10/12 : voyage Accra - Paris.

C A M E R O U N

Objectif de la mission :

- Prendre connaissance du dispositif IRFA dans ce pays ainsi que de nos différents interlocuteurs.
- Voir les possibilités de valorisation et de développement de nos activités.
- A la demande des chefs de programme banane et fruitiers divers, voir auprès des bailleurs de fonds les possibilités d'obtenir des financements particuliers.

Situation générale du pays :

Le Cameroun subit actuellement une forte crise économique dont les effets sont accrus par les cours au plus bas du café et du cacao qui ont été reportés sur les prix d'achat aux producteurs.

Il y a un gros problème de liquidité dans les circuits monétaires et cela bien que les anciens billets soient théoriquement remis en circulation. Une banque importante est en état de cessation de paiement et n'honore plus aucune transaction.

Ainsi, bien que les virements pour le paiement des salaires de l'IRA aient été faits sur son compte, les fonds sont restés bloqués et le personnel n'était pas payé depuis plusieurs mois.

Cette situation explique également que de nombreux financements, quoique accordés, restent ainsi différés.

Activités sur la banane et le plantain

Programme

Très dynamique, ce programme bénéficie de l'appui financier de nombreux contrats et conventions particuliers avec la profession, les entreprises phytosanitaires, les principaux bailleurs de fonds.

En dehors des travaux de recherche "classiques" soit en amont soit en liaison directe avec les besoins des plantations de type industriel, ce programme met également l'accent sur la définition d'un itinéraire technique pouvant être adopté par le petit producteur de plantain, par l'étude des facteurs limitants les plus importants, du nombre de traitements phytosanitaires minimum et de leur date d'application, des tests de démonstration, des enquêtes.

Ces travaux se font en station, mais aussi en collaboration avec des organismes agricoles locaux et directement au niveau des producteurs groupés ou non.

Cette nouvelle approche qui n'est que depuis peu abordée à l'IRFA est très intéressante du fait de l'ampleur de ce type de production de par le monde (1 million de tonnes au Cameroun). On peut en effet penser qu'un savoir faire et une expérience dans ce domaine pourraient être facilement valorisables.

Cela sous-entend cependant que l'on dispose d'agronomes généralistes et que très rapidement on puisse adjoindre à ces travaux une approche socio-économique, volet sans lequel toute préconisation technique sera impossible.

D'une façon générale, un problème soulevé par la totalité des chercheurs de la station de Nyombé est de devoir consacrer une trop grande partie de leur temps à des problèmes de gestion (matériel agricole, véhicules, comptabilité) et à la préparation de dossiers pour pouvoir "tourner" correctement.

CRBP

Si la convention a bien été signée pour la création du centre, au niveau du concret les choses ont peu progressé.

La construction du laboratoire de nématologie est stoppée bien que les crédits soient semble-t-il alloués mais non débloqués.

On attend à l'IRA comme à l'IRFA/Cameroun la création du comité d'orientation et du comité exécutif afin de pouvoir nommer le responsable de ce centre et que celui-ci soit vraiment une entité fonctionnelle. De même on comprend difficilement sur place le retard pris pour le versement des crédits FAC pour la création des bureaux et du laboratoire d'agronomie.

Production bananière

Le Cameroun devrait exporter en 1989 près de 69 000 T de bananes selon la répartition suivante des planteurs :

OCB	41,4 % (1050 ha)
CDC TIKO	25,8 % (750 ha)
SPNP	18,8 % (750 ha)
CDC EKONA	7,8 %
Autres	6,2 %

Pour les trois principaux producteurs, les discussions que nous avons eues ont permis de collecter les renseignements qui suivent.

SPNP

Si l'organisation et la gestion de la plantation semblent être reprises en main, de nombreuses difficultés existent encore et sont dues à des problèmes de différentes natures :

- rapport : montant des investissements / réalisation sur le terrain
- choix des équipements et montage (irrigation)
- suivi des opérations culturales (délais des traitements), récolte
- difficultés relationnelles entre les personnes.

En conséquence les rendements export réalisés sont les plus faibles des 3 producteurs (15,8 t/ha) avec une répartition dans les différentes catégories de 48,8 % en extra, 43,8 % en catégorie 1 et 7 % en catégorie 2, et cela bien qu'il y ait plus de 10 expatriés pour les 750 ha.

La SFI, actionnaire du projet commence à se poser des questions sur son déroulement...

CDC TIKO

Elle réalise de loin les meilleurs scores en ce qui concerne la répartition catégorielle de ses exportations avec 72 % en extra et 27 % en catégorie 1. Ce serait cependant au prix d'un taux de refus à peu près double de celui des autres et atteignant les 20 % . Le confirme les rendements export enregistrés, de 21,6 t/ha.

D'après M. LASSOUDIÈRE, les problèmes techniques commencent à surgir sur cette plantation, tels que faible fertilité des sols qu'il va falloir améliorer, produits pesticides employés qu'il va falloir revoir bien que certains ne soient théoriquement pas autorisés par le label Del Monte.

OCB

Le travail réalisé par M. MALLESSARD est remarquable car malgré un environnement bien plus difficile que pour les 2 autres plantations (irrigation partielle, moyens financiers beaucoup plus limités, compétences techniques disponibles limitées), l'OCB obtient des résultats très honorables.

Le rendement moyen export est de 24,8 t/ha avec 41 % en extra, 52 % en catégorie 1 et 7 % en catégorie 2.

En passe d'être privatisée depuis plusieurs années, rien n'est encore très avancé dans ce domaine. La répartition des capitaux devrait être la suivante :

Etat camerounais	10 % (foncier)
Privés étrangers	30 %
Privés camerounais	30 %
Institutions (SFI, Proparco, DEG)	30 %

Les privés étrangers, contactés ou sur les rangs, sont notamment la Compagnie Fruitière, les Terres Rouges, Pomona.

Cette restructuration prévoit en expatriés l'affectation de 4 agents (1/site + 1 camerounais pour celui de Tiko) plus un conseiller technique de type IRFA et un chef d'atelier-garage.

Avant qu'elle n'ait lieu il est de toutes façons prévu de faire une évaluation technique et économique de l'OCB. Nous pourrions peut-être la réaliser.

Possibilités de valorisation au Cameroun et en dehors

Outre les nouvelles potentialités qui pourraient nous être ouvertes par les recherches sur plantain en milieu traditionnel, déjà mentionnées, plusieurs types d'activités nous ont semblé valorisables.

1) Logiciels d'aide à la décision en plantation

Après discussion avec M. FOURE et LASSOUDIERE il paraissait tout à fait concevable d'informatiser en grande partie notre méthode de contrôle et de lutte contre les cecosporioses, le contrôle et suivi de la nutrition (également possible pour ananas). Fonctionnant à partir des analyses de sols, des diagnostics foliaires et des apports réalisés pour déterminer ceux qu'il reste à faire, ce dernier système pourrait s'inspirer de celui qui a été réalisé par l'IRHO pour les plantations de palmier.

Du type système expert, ces logiciels devraient être paramétrables pour être adaptés à chaque situation (ex : variation des temps de latence en fonction des températures).

Ils pourraient être commercialisés et/ou diffusés de plusieurs façons :

- nu : clients potentiels = institutions de recherche, entreprises phytosanitaires.

- installé avec paramétrage local par détachement sur le site d'un spécialiste IRFA pendant un délai lui permettant d'étudier les différents facteurs à prendre en compte. Dans ce cas la vente du produit pourrait être assortie soit d'une formation de l'utilisateur soit de missions d'appui régulières, selon ses disponibilités et compétences techniques. Les clients potentiels en seraient les gros groupes de production.

- au service des agents de l'IRFA pour le suivi qu'ils pratiquent actuellement. Dans ce cas l'automatisation leur faciliterait la tâche. Clients potentiels : plantations individuelles moyennes.

Abordé au cours de la réunion sur la valorisation, cela n'a cependant pas été retenu pour le moment pour trois raisons :

- la modélisation semble encore difficile au moins pour les cercosporioses. Mais qu'en est-il vis à vis de la nutrition ?

- difficulté de créer des logiciels commercialisables avec le personnel de l'IRFA. Mais n'y a-t-il pas d'autres solutions ?

- on lui préfère le système des enquêtes diagnostics. Ce système est cependant très lourd et onéreux et restera donc limité en diffusion.

2) Conseil pour la gestion technique des plantations

L'intervention du type de celle de M. MALLESSARD nous semble très intéressante. Les conditions dans lesquelles il exerce actuellement ne paraissent cependant pas idéales ni pour l'intéressé ni pour l'IRFA. Il se trouve coupé de ses structures d'origine et l'IRFA ne bénéficie pas non plus des retombées qu'il pourrait attendre d'un tel terrain d'expérimentation.

Au Cameroun ce type d'activités, remanié pour rester plus dans le domaine purement technique qu'administratif pourrait être repris par le CRBP, au sein de sa future cellule Recherche-Développement qui doit constituer l'interface entre chercheurs et producteurs. Un contact étroit et constant me semble en effet indispensable avec ces derniers pour garder notre crédibilité en regard à notre vocation (" Recherche Agronomique pour le Développement " !). D'autre part cette interface doit fonctionner dans les deux sens et de ce point de vue une activité de conseil pour la gestion technique globale d'une plantation, au delà d'appuis sectoriels ou même de diagnostics ponctuels, devrait constituer un champ d'expérience extraordinaire pour l'IRFA.

Activités sur les arbres fruitiers

Centre de Nyombé

Outre les observations des vergers qui y sont implantés, Nyombé assure la production de plants de pépinière (≈ 10 000 par an) qui procure un revenu de l'ordre de 10 M F CFA sans lequel il ne serait pas possible de faire fonctionner le verger de Foumbot.

Cette activité était suivie par M. DUMOT, qui terminait son VSNA fin Novembre. L'absence d'un cadre à ce niveau, du fait que son remplacement n'était pas prévu, est problématique principalement pour la gestion de la pépinière, mais aussi

pour le maintien en état des vergers et pour le suivi des observations. En effet le programme fruitier à Nyombé rencontre déjà des difficultés pour mobiliser le matériel agricole nécessaire à l'entretien des parcelles.

Les arbres qui y sont implantés, notamment papayers et agrumes présentent cependant de bonnes potentialités.

Centre de Foubot

Beau verger de goyaviers (en forte production à ce moment) et d'avocatiers. Pression importante de la cercosporiose sur les agrumes. Quelques macadamia en production.

Les vergers sont bien entretenus et, en apparence au moins, semblent bien suivis par l'équipe de techniciens camerounais.

L'écoulement de la production est difficile et les fruits récoltés en abondance pourrissent sur place.

Centre de N'Kolbisson

Pour la région sud la situation de ce centre est intermédiaire en matière de potentialité de production et de choix des espèces entre Nyombé et Foubot.

Centre de Garoua/Kismatari

Ce verger splendide est une nouvelle illustration parfaite de ce que l'on peut faire en zone dite "sèche". Dans des conditions très particulières vis à vis de cet environnement et donc avec une forte sensibilité à la moindre défaillance cela sous-entend cependant une grande compétence technique, un suivi constant, les moyens financiers qui suivent et/ou une ingéniosité sans limites.

Le matériel d'irrigation complémentaire et un groupe de secours ne sont toujours pas parvenus. Malgré les nombreux projets intervenant sur la zone, il n'y a pas eu de budget d'équipement véritablement établi pour Kismatari. Cela explique les difficultés pour mobiliser les fonds : le hangar a été financé sur la contribution de l'IRA au projet Garoua, la clôture sur les fonds des équipements des antennes, l'irrigation sur l'ancien projet de la CCCE du Sud Est Bénoué.

Extensions prévues

Le programme de recherches fruitières prévoit l'installation de 2 nouvelles antennes.

La première sera créée à Maroua au cours du second trimestre 1990. Une unité de transformation y existe déjà. Elle doit faire face à un approvisionnement actuellement très insuffisant et pourrait assurer un débouché pour la future production de fruits, en aval des activités de recherche.

La seconde est envisagée à N'Gaoundéré pour compléter le dispositif en divers zones écologiques (altitude) notamment pour les recherches sur la cercosporiose des agrumes.

Possibilités de valorisation et de développement

A l'heure actuelle il nous a semblé, bien que cet aperçu soit sans doute très incomplet, exister un hiatus important entre résultats de la recherche et concrétisation en matière de développement dans quelque zone écologique que ce soit.

Des potentialités existent. Il faut cependant les dégager compte-tenu des contraintes propres à ces zones (d'ordre sanitaire, enclavement, existence ou non du marché local, possibilité de transformation, exportation). Il y aurait donc besoin de faire une étude filière par zone pour la production fruitière, à réaliser à partir des résultats acquis par la recherche. Seules manquent actuellement les références portant sur l'Adamaoua qu'il paraît, à ce titre et outre les problèmes de cercosporiose énoncés plus hauts, intéressant de vouloir combler.

Un projet de production de goyaves est en cours d'initiation par M. Claude Jado qui s'occupe des projets agricoles à la présidence. M. REY a été contacté et il pense qu'il faut y associer un préparateur de boissons à base de fruits transformés installé localement.

Pour Kismatari, au delà de l'aspect très médiatique, ce verger pilote est resté sans impact sur le plan du développement et sans retombée économique aucune, pour plusieurs raisons plus ou moins liées entre elles :

- conception et vocation du réalisateur du projet
- technicité insuffisante des producteurs potentiels
- besoins d'irrigation pendant la saison sèche
- absence d'organisation du marché avec impossibilités de stockage, conservation, transformation.

Les atouts pour une production dans la région existent cependant :

- sur le plan pépinière, le matériel produit est exempt de la plupart des maladies (viroses, maladies fongiques) et donc Kismatari peut constituer un centre d'excellence pour le maintien des collections vivantes et la diffusion de plants (des multiplicateurs greffeurs ont été formés par M. SIZARET).

- sur le plan développement la demande existe auprès des villageois qui ont observé que les fruits produits sont meilleurs et de plus belle qualité que ceux importés du sud du pays ou du Nigéria. Il faut pour cela mettre en place, parallèlement aux activités concernant la pépinière elle-même, une action de vulgarisation.

Il y aurait également quelques possibilités d'exportation pour des produits très sains du fait de l'existence d'un

aéroport international (mention d'importateurs allemands qui ont fait des propositions).

Le macadamia nous a semblé être une plante intéressante. Les amandes sont excellentes et pourraient être concurrentielles sur les marchés européens en face des autres fruits secs. Ce type de production est beaucoup plus facile à conditionner et transporter que les fruits frais, ce qui peut présenter un gros avantage pour les pays africains, alors que les cours sont très intéressants. On dispose cependant de trop peu de références techniques (culture, zones climatiques, clones).

Résultats de différents entretiens

M. AYUK TAKEM (Directeur général de l'IRA)

A souligné le rôle important du CIRAD dans la formation des chercheurs et techniciens camerounais et a convenu que pour pouvoir suivre une formation en DEA qui soit profitable, les candidats devaient avoir effectué préalablement une mise à niveau.

Semble donner au laboratoire CIV prévu pour le CRBP un rôle de laboratoire de production pour la diffusion de matériel végétal aux planteurs. M. LASSOUDIÈRE a essayé de le convaincre que tel n'était pas son objectif.

Tout à fait disposé au renouvellement du poste VSN occupé jusqu'alors par M. DUMOT et pensait même que la demande avait déjà été faite.

En matière de liaison recherche-développement, il se met en place une volonté de rapprochement et d'association entre les ministères concernés. Pour le moment cela reste cependant limité à des participations communes à des réunions.

M. NGALANI Joseph Antoine (MESIRES)

Excellent contact et prêt à appuyer les projets qui peuvent être présentés par l'intermédiaire de l'IRA à la signature du Ministère.

Favorable à une étude filière fruits (une pré-étude a été réalisée au niveau local par la SEDA) et à un projet de recherche-développement dans ce sens.

M. TRANQUILLI (Conseiller agricole à la CCE)

Tous les crédits ont été affectés pour le 6^{ème} FED et l'enveloppe est même dépassée.

Pour le CRBP il faut donc préparer un projet à présenter au 7^{ème} FED. Ce fonds aura en outre une vocation de financement plus axée sur la recherche que les FED précédents du fait des demandes qui ont été faites à Lomé. Ce projet pourra prévoir

des crédits d'investissement et de fonctionnement. Un objectif régional faciliterait grandement l'obtention des crédits.

M. MARSET (Directeur CCCE)

Problème de restriction générale des crédits et crise économique au Cameroun.

L'essentiel des actions de la Caisse pour la production bananière doit transiter par les groupes privés et la recherche doit être financée par les planteurs.

Pas de possibilité de financement pour une étude sur les autres fruits sauf pour des études de faisabilité ponctuelles dans lesquelles interviendraient des groupes privés reconnus.

M. BOULOGNE (Chef de Mission MAC)

Favorable aux activités des instituts et prêt à les soutenir.

Semble d'accord pour la prise en charge d'un poste VSN pour le programme fruitier (Nyombé) en remplacement de M. DUMOT, préalablement IRFA, et pour une étude globale de la filière fruit.

M. FOYET (Directeur du Centre de Nyombé)

Sensibilité particulière aux problèmes rencontrés par la production d'ananas au Cameroun.

Veut redémarrer une action par le biais des groupements de producteurs.

M. MESSAGER (Délégué du CIRAD)

Attend la concrétisation du CRBP : fonds du FAC, mise en place des structures et nomination du Directeur.

S'inquiète du financement du programme fruitier dont les conventions actuelles arrivent à terme et qui n'aura plus pour fonctionner que les crédits IRA et Recherche CIRAD - FAC s'il n'y en a pas de nouvelles (idem pour IRCC) ?

S'étonne de la politique de l'IRFA vis à vis de ce programme et fait état d'une intensification dans un proche avenir (Centre régional agrumes) alors qu'il semble au contraire qu'il y ait actuellement une baisse des activités ?

Conclusion

Le Cameroun se présente sur le plan des recherches comme un terrain très favorable de par son réseau de stations, sa diversité climatique, les bonnes relations avec des structures nationales relativement souples vis à vis de nos équipes, en comparaison à d'autres.

En matière de banane, les activités sont importantes, ce qui est en relation avec les possibilités d'application des résultats au niveau de la production.

Le CRBP sera l'occasion de donner à ce dispositif un cadre bien structuré et des plus complets. Les besoins de renforcement tant humains que matériels que ce centre prévoit ont déjà été établis ; il paraît essentiel qu'un volet socio-économique voit le jour pour les travaux sur plantain. Un volet appui à la gestion technique des plantations industrielles - outre les actions pointues et ponctuelles par thème - pourrait également lui être adjoint compte-tenu de nos potentialités dans ce domaine et des possibilités que notre institut peut en attendre sur le plan valorisation au sens le plus large.

Pour les autres fruitiers, on dispose d'un référentiel technique très important pour la majeure partie des zones géographiques du Cameroun. L'implantation d'un point d'essai supplémentaire à N'Gaoundéré paraît nécessaire pour compléter le dispositif.

Dans l'ensemble, ce programme paraît cependant traverser une période d'attentisme. Une activité en aval de type recherche-développement lui fait défaut. Elle pourrait lui assurer à la fois un besoin de débouchés concrets à ses résultats et des ressources propres qui risquent de lui faire défaut à l'avenir, générer d'autres activités fruitières. Elle permettrait en outre de mieux justifier la décision d'accroître les activités de recherches (Centre agrumes prévu). Une étude filière, si elle est réalisée, devrait permettre de cibler cette action.

C O N G O

Cette mission avait pour buts :

- Définir avec AGRICONGO les diverses interventions de l'IRFA, prévues pour 1990
- Prendre connaissance des activités d'AGRICONGO et des possibilités de développement.

AGRICONGO était jusqu'à présent en cours de réflexion sur ses activités. Son rôle n'est pas dans la recherche elle-même mais de servir de relais avec la vulgarisation et de promouvoir des actions de développement.

Dans ce sens des négociations sont entamées avec le projet fruitier de Boko et de Loudima.

La proximité du Zaïre, avec les difficultés de convertibilité de sa monnaie, font que pour être rentable une production agricole au Congo ne peut être conçue que si elle comprend une valeur ajoutée suffisamment importante en phase terminale donc une transformation minimale après la récolte (cas de la pâte d'arachide). Dans le cas contraire les produits arrivent du Zaïre, toujours à moindre coût, dans le but principal d'obtenir des F CFA.

Les activités en arboriculture d'AGRICONGO porteront sur 3 axes :

- pépinière avec formation des techniciens locaux pour la multiplication du matériel végétal et constitution d'une vitrine.

- diffusion et suivi chez les paysans

- collecte de la production avec transformation sous forme intégrée avec le volet précédent ou par constitution d'une entreprise spécialisée.

AGRICONGO, pour ses besoins d'expertises souhaite travailler avec les agents IRFA basés au Cameroun (conditions proches, coûts moindres).

En conséquence :

1) Le projet d'avoir à plein temps un pépiniériste (M. BARANTIN était prévu) est abandonné car ne leur semble pas constituer la bonne solution à un "auto-développement".

2) Les besoins en missions IRFA sont désormais les suivants :

FRUITIERS

♦ Pépinière

* Quelques jours de présence de M. REY pour les directives de mise en place de la pépinière suite à son rapport 89, en début 90.

* Deux mois de M. SIZARET pour réaliser la pépinière selon les directives précédentes, en mars et avril.

♦ Suivi des activités en milieu paysan

* 2 missions d'une semaine par an de M. REY.

♦ Aide à la conception du programme d'activités

* Pour orienter le choix des spéculations et définir les objectifs (transformation, exportation) une mission d'un autre spécialiste IRFA, qui pourrait être M. DUVERNEUIL, conjointe avec une mission de M. REY, est prévue dans le courant de l'année.

BANANES

♦ Intégration de la banane dessert et plantain dans le système de polyculture développé

Une mission d'une semaine est prévue. Nous avons proposé M. LASSOUDIÈRE pour cette mission du fait qu'AGRICONGO se propose de servir de base de coopération et d'intermédiaire du Ministère du Développement Rural, avec qui il est en très bon termes, pour le CRBP. Le Dr MAKAMBILA est également en relation suivie avec eux et la station de Kombé bénéficie de toutes les infrastructures et de la logistique nécessaire pour lancer rapidement une action concrète au Congo. Cela formaliserait le cadre régional du CRBP, élément quasi indispensable pour l'obtention des fonds.

♦ Etude d'un projet de développement

Le Président de la République a demandé à AGRICONGO de lui établir un projet de développement dans la plaine congolaise. M. BROCHIER pense au plantain. Une mission de plus longue durée sera prévue à cette occasion, vraisemblablement dans le courant de l'année.

G H A N A

Objectif de la mission :

- Mission de prospection pour étudier nos possibilités d'intervention dans ce pays.
- Cibler et prendre contact avec différents interlocuteurs qui pourraient appuyer notre action.

Situation générale du pays :

Après avoir traversé une "période sombre", le Ghana se trouve actuellement dans une phase de redémarrage économique grâce notamment aux décisions prises par l'actuel gouvernement de dévaluer fortement la monnaie et de libéraliser le commerce extérieur. Complétée par une astreinte à rembourser sa dette dans les délais les plus courts possibles, cette situation a permis à ce pays d'être auréolé d'un statut de "bon élève" par le FMI et ainsi de pouvoir bénéficier de facilités de crédits et de constituer un terrain propice pour les investissements extérieurs.

Sur le plan agricole on a largement tendance à réduire les actions au niveau des fermes d'état au profit des initiatives privées, en leur laissant une possibilité de manoeuvre suffisamment lâche.

Sur le plan pratique, pour les séjours de courte durée, il n'y a plus de contrôle de change à l'arrivée et au départ.

Le Ghana offre donc un contexte économique et social en nette amélioration, ce qui ne doit pas occulter des difficultés présentes du fait que ce changement est encore récent. Elles constituent des contraintes non négligeables pour le développement agricole :

- absence de nombreux intrants agricoles qu'il faut importer spécialement (engrais variés, pesticides, emballages corrects),

- nombreuses infrastructures inexistantes ou déficientes (pistes et routes secondaires en mauvais état, aménagements portuaires et aéroportuaires).

Producteurs rencontrés

FARMEX M. Ali TRABOULSI (Directeur)

Producteur et exportateur de fruits.

♦ Production d'ananas Cayenne avec 2 types de produits :

- petite taille sur la Belgique
- tailles normales sur la Belgique et l'Angleterre.

Exploitation semi-intensifiée : beaucoup d'opérations sont encore manuelles.

Surface < 100 ha.

♦ Production de manguiers (beau verger de 3000 arbres en Kent, Zill, etc...)

Technique de greffage "thaïlandaise" : semis classique des futurs porte-greffes puis implantations avec leurs racines ensachées avec un substrat sur les rameaux d'un arbre de la variété productive et enfin ablation lorsque les greffes sont prises.

♦ Production d'avocatiers (verger de l'ordre du $\frac{1}{2}$ hectare)
Arbres greffés et non greffés. Les premiers résisteraient aux attaques de Phytophthora alors que les seconds sont tous en train de périr. Nature du porte-greffe ? A voir plus en détail.

♦ Essai de production de papayer (quelques lignes sur 50 m à partir de semences importées des Hawaii) en vue d'exportation.

M. TRABOULSI dont la formation n'est pas à proprement parler agronomique fait preuve d'un réel dynamisme et a la possibilité de par l'implantation de " la famille " au Ghana de mobiliser des compétences pour faire aboutir ses idées.

Il fait état d'un manque cruel de connaissances techniques approfondies au Ghana et de l'absence de services agronomiques en appui aux planteurs. Une possibilité de mise à disposition de notre savoir faire serait la bienvenue en ananas comme pour les autres fruitiers.

Il a déposé une demande de financement pour un projet d'extension en ananas intensif de 300 ha. L'étude de faisabilité (financement APDF) a été réalisée par un bureau d'études anglais HVH et J.J. LACOEUILHE. Le rapport final doit-être remis entre janvier et février et est attendu par la CCCE/Proparco pour une aide éventuelle.

Il sait d'emblée qu'il aura à faire face à un problème de disponibilités en rejets pour pouvoir s'étendre, n'ayant pas la possibilité d'en obtenir de RCI. Il est donc intéressé par les vitroplants et les hybrides.

Nous lui avons également conseillé de visiter le centre IRFA de Korogho pour avoir des informations sur les manguiers et autres fruitiers.

KORANCO FARM M. KORANTENG (Directeur)

♦ Production d'ananas

Superficie supérieure à 200 ha, en extension continue.

Moyens techniques importants (irrigation, matériel agricole, camions). Il essaye de calquer les techniques qu'il a vu mettre en oeuvre sur les grandes plantations ivoiriennes. La taille de sa plantation dont le matériel végétal originel a pu être introduit de RCI lui permet d'être désormais suffisant en rejets pour réaliser ses extensions.

L'organisation et la gestion sont peut-être plus ambitieuses mais moins réfléchies sur le plan financier que dans l'exploitation précédente.

Son problème majeur pour le moment est le très mauvais état des pistes d'accès à la plantation et l'absence d'infrastructures à l'aéroport.

Il a également demandé le concours d'un financement extérieur (étude APDF en cours) et bénéficie déjà d'aides pour sa plantation actuelle.

Il souhaiterait également se lancer dans la papaye et requiert pour cela une possibilité de conseil et d'appui technique de l'IRFA. Il prévoit de passer à Montpellier pour rencontrer M. GAILLARD.

COMBINED FARMERS M. SAFO (Directeur)

- ♦ Plus gros producteurs d'ananas du Ghana (700 à 800 acres).
- ♦ Egalement maïs doux et tomates.
- ♦ Se lance dans la papaye mais n'a pas encore exporté.

D'un contact difficile par rapport aux autres producteurs nous n'avons pu voir ses plantations, dont l'exploitation a démarré il y a plus de 10 ans.

Il sait faire et se suffit à lui-même : il dit n'avoir pas de difficultés au niveau production, ne se sent pas vraiment concerné par l'innovation et le besoin d'une structure d'appui agronomique.

Précurseur, il se repose sur son avance et, en marge des autres producteurs, gère ses acquis mais pas forcément de la meilleure façon selon leur dire ?

Autres personnes rencontrées

M. IBRAHIM ADAM (Adjoint au Ministre de l'Agriculture)

Le Ghana est en cours de réflexion sur la recherche agronomique, les objectifs prioritaires qu'elle doit avoir et les moyens à mettre en place.

L'étude est confiée à l'ISNAR qui doit remettre son rapport en février.

L'agroforesterie sera un volet important, un programme ananas y figurera également. Actuellement ce dernier ne comporte qu'un chercheur à mi-temps.

En effet le Gouvernement veut développer la culture d'ananas frais pour l'exportation.

Un projet (Tree crops) est en cours d'élaboration à la Banque Mondiale. Il inclut un volet ananas pour 2,4 millions US\$ sur les 24 prévus.

Mme VALERY SAKE (Porte parole du Gouvernement)

Géographe de formation, Mme Saké est venue au Ghana il y a une vingtaine d'années comme assistante technique anglaise. Outre son poste officiel elle participe activement aux prises de décision du gouvernement.

Elle est très sensibilisée aux questions d'environnement et de dégradation des biotopes, à l'utilisation non réfrénée des pesticides, surtout ceux qui ne sont pas utilisés dans les pays occidentaux.

M. Van der Laan, producteur de bananes (VOLTA RIVER ESTATES Ltd.), a eu récemment de grosses difficultés pour ne pas s'en être suffisamment préoccupé.

Intérêt pour le développement de l'ananas export en cherchant à démarquer le Ghana des autres producteurs africains en visant plus la qualité que la quantité.

Elle semble maintenant convaincue que la rentabilité d'un projet agricole pouvait plus facilement être acquise si elle passait par une initiative privée plutôt que par une structure d'état.

Mlle QUACOE - M. OWOSU SEKYERE (Ghana Export Promotion Council : GEPC)

Avaient eu connaissance de l'IRFA lors de la réunion organisée par le COLEACP à Lomé en novembre 89.

Intéressés par notre savoir-faire en matière d'expertise de plantation, d'évaluation des potentialités tous fruits et de transformation, ils doivent prendre contact avec l'ambassade de France pour obtenir des missions IRFA sur ces points.

Le projet Banque Mondiale (Tree crops) intégrera toute la filière ananas dans son ensemble, de la recherche-développement jusqu'à la commercialisation. Le choix reviendra

au Ghana de définir et réunir l'assistance technique et nous serions sur la liste pour l'ananas.

Ils demandent de la documentation en anglais sur l'unité SIMACO, le traitement artisanal du cajou, la papaye et le mangoustan.

M. L'HELIAS (Attaché commercial de l'Ambassade de France)

M. L'HELIAS est arrivé depuis quelques mois au Ghana après avoir été en poste en Afrique Australe.

Il est tout à fait prêt à appuyer nos actions éventuelles par les relations qu'il a sur place et sa connaissance des pays africains anglophones.

Nous devons lui faire une proposition sur nos possibilités d'intervention sous forme de déclaration d'intention.

Il souhaite recevoir de la documentation sur le CIRAD et l'IRFA qu'il connaît peu, une liste des principaux importateurs de fruits pour pouvoir répondre aux demandes de producteurs qu'il reçoit, ainsi qu'une liste des pesticides de fabrication française, employés sur cultures fruitières.

M. MARODON (Project officer à la CCCE)

La Caisse Centrale cherche à intervenir dans le secteur privé ghanéen, pour l'exportation de fruits et dans le secteur rural en général.

Elle détient des fonds pour des études préalables (10 MF) qui n'ont pas encore été entamés. La demande de ces études doit cependant émaner d'un organisme officiel gouvernemental.

Il existe une association de consultants ghanéens et ceux-ci doivent impérativement être associés aux études. La SEDES en fait actuellement l'expérience, sur coton dans le Nord du pays, avec quelques uns de ces consultants. Quand elle sera terminée, nous pourrons avoir plus de précision sur leurs différentes compétences.

La CCCE a déjà reçu un certain nombre de demandes d'assistance financière de la part de producteurs privés mais ne peut leur répondre pour le moment compte-ténu du manque d'informations qu'elle a sur leur avenir et leur fiabilité. Il faudra de toutes façons faire préalablement des études de faisabilité pour lesquelles il y a au moins deux solutions :

- le fonds spécial après accord du Gouvernement.
- appui de la CCCE pour obtenir l'évaluation par des organismes tels que l'APDF.

Ces demandes déjà enregistrées concernent les producteurs suivants :

- ASAAMPO Farms Ltd
- HACKMAN UKAYS Tropical products Ltd
- FARMEX
- KORANCO Farms.

La CCCE doit financer la réalisation d'un terminal de fret complet à l'aéroport d'Accra. Ce projet est à la signature.

Conclusion

Le Ghana fait preuve actuellement d'une réelle volonté de développer ses cultures fruitières. L'ananas d'exportation, en constante progression mais encore à un stade peu important (3000 t en 1988 dont les deux-tiers pour l'Angleterre), est le premier visé.

Il fait état d'un besoin en recherche, appui technique pour l'ananas comme pour les autres produits fruitiers.

Des possibilités de prêts et de subvention lui sont offertes.

Il semble qu'une intervention de l'IRFA serait bien accueillie mais nous ne sommes pas les seuls et nous devons "maintenir la pression" si l'on veut être associés à cet essor.

Pour l'ananas une extension des volumes exportés est envisageable, soit vers des pays où le niveau de consommation est encore faible (U.K.) soit au détriment d'autres producteurs. Le Ghana bénéficie pour le moment d'une image de qualité et les producteurs sont actuellement plus sollicités par les importateurs européens qu'ils ne peuvent vendre (nous avons eu connaissance de demandes d'importateurs français durant notre séjour).

C'est donc dans cette voie qu'il doit se maintenir pour ne pas connaître les mêmes vicissitudes du marché que d'autres pays producteurs. Il lui faudra également développer le transport maritime, celui par avion ne pouvant prétendre absorber des quantités autrement plus importantes que celles où il en est actuellement.

Une demande pour la papaye existe également au niveau des producteurs qui expriment cependant pratiquement tous leur méconnaissance de cette spéculation.

Quelles seraient donc nos possibilités d'intervention ?

Il semble que notre intervention pourrait se situer à trois niveaux :

1) Recherche

La recherche agronomique ghanéenne doit s'étendre selon les directives du rapport de l'ISNAR. Un volet recherches

fruitières, renforcé particulièrement pour l'ananas, devrait voir le jour.

2) Projet intégré

Le financement du vaste projet de la Banque Mondiale est semble-t-il accordé et le Ghana fera son choix pour l'assistance technique qu'il comportera.

3) Production

Les producteurs privés que nous avons rencontrés, il y en a d'autres, sont pour la plupart demandeurs d'une aide technique. Ils n'ont cependant pas une surface suffisamment importante pour supporter une aide directe même pour des missions ponctuelles. Ils demandent également des appuis financiers extérieurs pour s'accroître. Les bailleurs de fonds sont prêts à les aider sous réserve qu'une évaluation de leur potentiel et des études de faisabilité approfondies aient été préalablement réalisées.

La connaissance de l'existence de l'IRFA n'est encore que partielle dans ce pays, d'une part anglophone, et d'autre part où les décideurs ont changé avec les gouvernements. Elle est de plus très incomplète pour ses activités. Dans un premier temps, il s'agit donc de pallier cette carence. Suite à cette mission, l'envoi de plaquettes de sensibilisation et de documentation plus spécifique tel que cela nous a été demandé est également prévu pour maintenir le contact.

Pour les points 1 et 2 il faudrait être informés des résultats des études en cours (contact à Washington et à l'ISNAR) et se placer dans le cadre de l'assistance technique prévue pour ces projets. Eventuellement, si cela correspond bien aux spécifications du projet, l'intervention intégrée d'une filière complète, via FEL International, pourrait être proposée.

Pour le point 3 il y a plusieurs possibilités :

♦ Etudes de faisabilité ponctuelles

Nous sommes bien connus par la CCCE et la Proparco ainsi que depuis peu par l'APDF, pour une étude similaire en Côte d'Ivoire. En outre le GEPC, avec qui nous avons eu un très bon contact, pourrait servir de base pour les études devant avoir un support officiel.

♦ Sur un plan plus global, on pourrait soumettre l'idée au GEPC de faire la demande d'une mission mixte, d'évaluation des potentialités en ananas, avec schéma directeur pour son développement, et en autres fruitiers. Ces missions pourraient être financées soit par la CCCE soit par le COLEACP. Ce genre de mission devrait ensuite déboucher sur un poste de conseiller technique pour le contrôle et l'organisation de la production.